

L'importance de la guerre cognitive dans les rapports de force internationaux

The importance of cognitive warfare in international power relations

Christian Harbulot¹

¹ Centre de recherche appliquée de l'Ecole de Guerre Economique-CR451, France, harbulot@ege.fr

RÉSUMÉ. L'analyse de l'opération américaine « Absolute Resolve » visant le président Nicolas Maduro montre que guerre cognitive et guerre économique s'imbriquent sans se confondre. La guerre cognitive est un usage offensif de la rhétorique, fondé sur des informations sourcées, pour cadrer la légitimité d'une intervention ou la contester. La guerre cognitive est un sous-champ de la guerre de l'information : un usage offensif de la rhétorique et de la connaissance, distinct de la désinformation. Un précédent-clé est l'action de Willy Münzenberg après l'incendie du Reichstag : des procès-simulacres sapent l'accusation nazie. La légitimité du terme « guerre » est discutée ; l'étymologie (désordre, mésentente) en soutient l'emploi. Deux priorités s'imposent alors : construire une mémoire des confrontations cognitives et formaliser des stratégies offensives et défensives.

ABSTRACT. Analysis of the American operation 'Absolute Resolve' targeting president Nicolas Maduro shows that cognitive warfare and economic warfare are intertwined but not identical. Cognitive warfare is the offensive use of rhetoric, based on sourced information, to frame the legitimacy of an intervention or to challenge it. Cognitive warfare is a sub-field of information warfare: an offensive use of rhetoric and knowledge, distinct from disinformation. A key precedent is Willy Münzenberg's action after the Reichstag fire: mock trials undermined the Nazi accusation. The legitimacy of the term "war" is debated; the etymology *werra* (disorder, disagreement) supports its use. Two priorities then emerge: building a memory of cognitive confrontations and formalising offensive and defensive strategies.

MOTS-CLÉS. Désinformation, Économie de la crédibilité, Guerre cognitive, Guerre de l'information, Guerre subversive, Légitimation politique, Opérations d'influence, Persuasion, Rhétorique stratégique, Willy Münzenberg (Komintern).

KEYWORDS. Credibility economics, Cognitive warfare, Disinformation, Influence operations, Information warfare, Persuasion, Political legitimisation, Strategic rhetoric, Subversive warfare, Willy Münzenberg (Comintern).

1. Introduction

La problématique des confrontations informationnelles a suscité une attention accrue depuis la guerre en Ukraine. Si elle s'est focalisée sur les pratiques de la désinformation, qui est considérée comme la pratique dominante de la guerre de l'information, la notion de guerre cognitive [DIC 25] côtoie désormais celle de guerre de l'information.

La guerre cognitive contribue à modifier le caractère de la guerre. La question de sa prise en compte au niveau stratégique par les parties prenantes d'un conflit ou d'une guerre est désormais posée.

2. La distinction entre la guerre de l'information et la guerre cognitive

Il convient, dans un premier temps, de souligner la différence entre la guerre de l'information et la guerre cognitive.

La guerre de l'information est une confrontation immatérielle et collective visant à déstabiliser un adversaire. Son champ d'application comporte deux dimensions : le contenu (textes, images) et le contenant (infrastructures et logiciels). Elle recouvre l'ensemble des champs conflictuels où des techniques offensives telles que la désinformation, la manipulation, la rumeur, sont utilisées pour atteindre ses objectifs. La guerre de l'information chapeaute donc l'ensemble des confrontations informationnelles quels que soient les moyens.

La guerre cognitive est une confrontation intellectuelle visant à modeler la pensée d'un adversaire¹, changer ses perceptions. Un rapport de l'OTAN de décembre 2025 [GIR 26], reconnaît que la confrontation informationnelle se fait de plus en plus à travers « la cognition humaine, la compréhension collective et l'effet sociétal ». Son champ d'application est ancien [HAR 02] et dépasse le cadre dans lequel l'enferme l'univers des technologies. La guerre cognitive est donc une des sous-parties de la guerre de l'information et elle recouvre toutes les pratiques liées à l'art de la rhétorique.

2.1. Pourquoi utiliser le mot guerre ?

La question de la terminologie est essentielle. Il existe aujourd'hui deux courants dans l'administration française. Le courant jusqu'alors dominant qui réfute l'emploi du mot guerre à propos des affrontements de nature cognitive. Il préfère utiliser l'expression de « stratégies cognitives ». Et un courant qui émerge sous la pression de l'actualité internationale et qui consent à utiliser la terminologie « guerre cognitive ».

L'emploi des mots n'est pas neutre. La réfutation de l'usage du mot « guerre » revient à sous-estimer la confrontation intellectuelle dans le domaine de la production de connaissances et ses résultats. Durant les guerres coloniales, la revendication de l'indépendance recueillit auprès des peuples concernés, semblait plus légitime et recueillit plus de résonance que la « stratégie » de lutte contre le communisme international, qui était censée contrebalancer la « stratégie » de l'adversaire en Indochine puis en Algérie.

L'usage du mot guerre a pour objectif de bien souligner l'importance de l'affrontement cognitif dans la manière de se battre, pas seulement avec les armes mais aussi avec les mots. Et sur ce point précis, un retour aux sources de l'origine étymologique du mot guerre nous éclaire comme le précise Pierre Avenas [AVE 20].

« Ce mot ne vient visiblement pas du grec *polemos* « guerre », relié sans doute au verbe *pelemizein* « agiter, secouer », et resté en français dans *polémique*. Le mot guerre ne vient pas non plus du latin *bellum* « guerre » (cf. en français, *belliqueux*) mais en fait d'une origine francique, **werra* « désordre, mésentente² ».

Cette précision étymologique induit la nécessité de se doter d'une culture du combat cognitif, adaptée à la réalité du rapport de force, qu'il soit favorable ou défavorable dans une situation de désordre ou de mésentente.

Autrement dit, mener une guerre cognitive ne se limite pas à élaborer des stratégies cognitives. Il est nécessaire de mobiliser des forces qui ont la capacité de s'affronter à un adversaire ou à un ennemi, en utilisant tous les moyens rhétoriques pour affaiblir sa légitimité et fragiliser son discours.

2.2. La dimension intellectuelle sous-estimée de la guerre cognitive

La tendance du monde occidental est de considérer la guerre cognitive comme l'art d'utiliser des outils technologiques pour modifier la cognition des cibles humaines. S'il est vrai que les technologies de l'information élargissent le champ d'application de la guerre cognitive, elles créent une focalisation sur les marges de manœuvre du contenant et enferment le contenu dans la distinction entre le vrai et le faux. Or, l'étude du cheminement historique des pratiques de guerre cognitive souligne l'importance de la confrontation intellectuelle fondée sur des faits démontrés et sourcés par rapport à cette focalisation actuelle sur la distinction entre le vrai et le faux.

¹ https://www.montana.edu/provost/assessment/taxonomies_of_the_cognitive_domain.html

² Pierre Avenas souligne à ce propos que « l'initiale [w] se maintient en anglais, *war*, mais évolue phonétiquement vers [g] dans les langues romanes, comme en français, *guerre* (cf. les couples *win*/gain, *wasp*/guêpe...). Enfin en allemand, cette origine francique se voit dans l'adjectif *wirr* « chaotique », mais pas dans le nom de la guerre, *Krieg*, lié à une autre racine germanique signifiant d'abord « obstination, effort », « conflit », racine à laquelle se rattache aussi *Kraft* « puissance ».

Si on choisit un exemple symbolique tiré du contexte de la condition ouvrière au XIXe siècle, la mort de plusieurs dizaines de milliers d'enfants dans les mines en Grande-Bretagne à cause de leurs conditions de travail est un argument potentiel pour les détracteurs du libéralisme et une faille qu'il vaut mieux cacher pour le camp des défenseurs du libéralisme. Le débat « intellectuel » peut se durcir d'autant plus lorsque l'un des théoriciens fondateurs du libéralisme recommande dans un de ses écrits de mettre des enfants au travail à partir de l'âge de trois ans.

Dans un tel exemple, il ne s'agit pas de distinguer le vrai du faux mais de cerner la légitimité et la résonance de l'affrontement cognitif qui peut découler de l'exposé des faits. Or, toute une partie des affrontements idéologiques qui ont marqué l'histoire des deux derniers siècles relève de cette forme de confrontation intellectuelle. Cette guerre cognitive est notamment à l'origine de la révolution bolchévique, source du déclenchement d'autres guerres cognitives, en particulier sur la question de la colonisation. Un tel constat invite à insister sur le champ cognitif en termes de confrontation intellectuelle. C'est la raison pour laquelle il nous semble très important d'apporter un éclairage sur l'usage offensif de la production de connaissance qui sort du cadre restrictif du vrai et du faux.

2.3. Le potentiel offensif de la guerre cognitive

Dans la guerre cognitive, la confrontation intellectuelle renvoie à un usage offensif de l'art de la rhétorique. La première source de confrontation porte sur la question de la légitimité de la prise de parole qualifiée de « juste » ou « injuste ». Cette recherche de la reconnaissance n'est jamais acquise et fait partie de la conduite des opérations en matière de guerre cognitive.

La production de connaissances envisagée sous un angle offensif a deux finalités :

- l'occupation du « terrain cognitif » aux dépens de l'adversaire ou de l'ennemi ;
- la déstabilisation d'une cible (recherche de contradictions et de vulnérabilités du camp adverse ; ou de renforcement de la position d'un acteur par rapport à la cible, par exemple dans une polémique).

La démarche méthodologique de mise en œuvre d'une guerre cognitive sous l'angle de la confrontation intellectuelle se fait en plusieurs étapes.

La première étape porte sur l'analyse contextuelle des antagonismes entre les adversaires ou les ennemis (rivalités extérieures, rivalités intérieures). La détermination d'une stratégie de guerre cognitive doit se faire en tenant compte des leçons tirées du passé. L'existence d'une mémoire historique est un prérequis souvent inexistant ou fortement incomplet. Sans ce prérequis, le risque de prédominance des biais cognitifs risque de l'emporter sur le bienfondé d'une « mémoire opérationnelle ».

En guerre cognitive, la « mémoire opérationnelle » est un bilan des actions passées (succès, erreurs) mais aussi le suivi des modes opératoires de l'adversaire ou de l'ennemi. À titre d'exemple, l'URSS a utilisé plusieurs fois la revendication de la paix dans le monde comme axe tactique de guerre cognitive : entre les deux guerres pour dénoncer le « capitalisme fauteur de guerres »³ et récupérer le mouvement pacifiste initié par de nombreux intellectuels français [MER 11], après la seconde guerre mondiale est lancé en 1950 par le mouvement communiste international et ses compagnons de route l'appel de Stockholm contre l'arme nucléaire alors détenue uniquement par les États-Unis. La pétition recueillit plus de cent millions de signatures à travers le monde.

La seconde étape vise à identifier les contradictions et les vulnérabilités.

Qu'est-ce qu'une contradiction ? Une des plus grandes guerres cognitives qui a marqué l'histoire socio-économique du monde occidental a concerné l'usage du tabac. Cette confrontation dure depuis de

³ Le Mouvement *Amsterdam Pleyel* (ou *comité Amsterdam-Pleyel*) est un mouvement pacifiste de lutte contre la guerre et le fascisme, créé en 1932. Le Parti communiste français et l'Internationale communiste jouent un rôle de premier plan dans l'organisation de cette mouvance.

nombreuses décennies et mobilise des forces industrielles, scientifiques, sociétales, politiques et administratives. Les détracteurs du tabac ont construit la légitimité de leur argumentation en mettant en avant une contradiction : les fabricants de tabac défendent leur produit en le présentant comme la jouissance d'une liberté, alors qu'il est démontré qu'il est à l'origine d'un nombre conséquent de cancers [DUB 21] chez les consommateurs mais aussi dans leur entourage. Une telle contradiction est devenue progressivement une vulnérabilité qui a obligé les fabricants de tabac à faire évoluer leur discours et à assumer un repli dans les pays où les restrictions à la consommation de tabac n'ont fait que s'amplifier.

L'étude des contradictions implique de faire la différence entre la contradiction principale et les contradictions secondaires. Cette approche méthodologique est un héritage du savoir-faire du faible qui doit rechercher le point d'appui le plus légitime pour imposer son discours. Durant la guerre du Vietnam, le général américain Robert Scale, commandant de l'*US Army War College*, constata⁴ que l'échec de la lutte contre le Viêt-Cong et le Nord-Vietnam reposait sur une mauvaise interprétation du centre de gravité qui n'était pas militaire mais politique. La direction communiste du Nord-Vietnam et ses alliés au Sud ont considéré que la contradiction principale des Américains était le décalage qui apparaissait entre les autorités favorables à l'intervention des troupes américaines et une opinion publique américaine de plus en plus hostile. Hanoi considérait que la bataille de l'opinion était primordiale car, selon la terminologie militaire occidentale, le centre de gravité de l'ennemi était son propre peuple.

La troisième étape consiste à identifier les lignes de force cognitives exploitables. La détermination des « lignes de force »⁵ permet de comprendre le sens de l'action des parties prenantes. Et c'est à ce niveau qu'on peut déterminer quels sont les relais humains ainsi que les réseaux sociaux qui peuvent être activés pour lancer une offensive cognitive.

3. La guerre cognitive dans les rapports de force internationaux

Les applications de la guerre cognitive se déclinent sur différents échiquiers que l'on peut illustrer par les combinaisons suivantes.

3.1. La guerre cognitive internationale à but international

L'opération « *Absolute Resolve* »⁶ révèle la forme d'articulation dialectique qui peut lier les stratégies de guerre économique aux pratiques de guerre cognitive. C'est l'occasion de revenir sur les distinctions à faire entre la notion de guerre de l'information (la plus usitée dans les médias) et la notion de guerre cognitive qui commence à apparaître dans un certain nombre d'affichages institutionnels de l'administration française.

L'intervention des forces spéciales des États-Unis d'Amérique à Caracas pour capturer le président Nicolas Maduro met en évidence les enjeux de guerre cognitive qui peuvent être distincts des enjeux de guerre économique.

Sur le plan de la guerre cognitive [HAR 24] (c'est-à-dire un usage offensif de l'art de la rhétorique à partir d'informations sourcées), le rapport de force se focalise sur le débat autour du respect du droit international et la nécessité d'intervenir contre des régimes dictatoriaux qui s'affranchissent du droit international. Le président Donald Trump légitime le recours à la force pour mettre hors d'état de nuire un président à l'élection contestée et soupçonnée de pratiques illégales telles que le trafic de drogue ou

⁴ Extrait d'une interview du général Scale dans un documentaire d'Arte intitulé « Vietnam, la trahison des médias », Patrick Barberis, ARTE France, Zadig Productions, 2007

⁵ Rappelons à ce propos qu'en peinture, on appelle « lignes de force », les lignes qui dirigent l'organisation spatiale d'un tableau et qui construisent l'équilibre de l'image. Les axes sont tracés réellement dans l'image, comme la ligne d'horizon ou le bord de mer, ou virtuellement, par la lecture des plans et des masses colorées (limites de contrastes, zones de lumière...).

⁶ Nom de code donnée à l'opération militaire destinée à capturer le président Nicolas Maduro sur le territoire vénézuélien.

l'association avec des groupes terroristes. Ses détracteurs dénoncent une démarche offensive de nature impériale qui remet en cause la souveraineté des États.

Sur le plan de la guerre économique, l'action des États-Unis est centrée sur l'enjeu du pétrole vénézuélien⁷ et la volonté de stopper les accords qui étaient en train d'être signés par le pouvoir « *chaviste* » avec la Chine communiste, le grand rival géopolitique des États-Unis d'Amérique. Une telle recherche de suprématie relève du concept de l'accroissement de puissance par l'économie dans sa pratique nord-américaine⁸. Le pétrole est au cœur de ce processus expansionniste associant l'enjeu énergétique et l'enjeu monétaire [AKR 21] comme l'ont démontré ces dernières années les interventions militaires en Irak en 2003⁹, en Libye¹⁰. Or, comme le rappelle Kevin Rivaton¹¹, en 2018, le Venezuela a annoncé son intention de « se libérer du dollar ». Le gouvernement présidé par le président Nicolas Maduro a commencé à accepter les yuans, les euros, les roubles, tout sauf les dollars pour le pétrole.

Dans ce cas précis, l'opération « Absolute Resolve » est présentée comme la reprise en main d'un pays aux mains d'un dictateur. C'est le prétexte mis en avant pour légitimer la dérogation au droit international. Dès le 3 janvier 2026, des actions de guerre cognitive ont été orchestrées, notamment sur le réseau X (ex Twitter), pour appuyer le bien-fondé d'une telle démarche. Elles ont servi notamment à banaliser les enjeux sous-jacents de guerre économique évoqués à demi-mot à propos du pétrole vénézuélien par le Président Donald Trump.

Mais paradoxalement, cette victoire américaine en guerre économique peut aboutir à une relance tous azimuts de la guerre cognitive anti-américaine, qui peut affaiblir à terme certaines marges de manœuvre américaines.

3.2. La guerre cognitive internationale à but national

Willy Münzenberg [ROC 92], le maître d'œuvre de la guerre cognitive du *Komintern*, a conçu une riposte de ce type contre l'appareil judiciaire nazi après l'incendie du *Reichstag*. Une partie des accusés étaient liés à la Troisième Internationale. Pour piéger l'argumentaire des juges du III^e Reich, il a organisé dans plusieurs pays du monde des simulacres de procès avant le vrai procès. Son objectif était de faire perdre toute crédibilité au système d'accusation. Et la force de cette guerre cognitive - donc surtout pas dissimulée celle-là - c'était de créer des caisses de résonance qui se démultipliaient à travers ces reconstitutions de procès avant le procès. C'est la seule victoire qui a été obtenue contre le régime nazi puisque les juges allemands ont dû libérer plusieurs accusés dont Georgi Dimitrov, un des dirigeants communistes de la Troisième Internationale.

3.3. La guerre cognitive nationale à but international

À partir de 1947, ce ne sont pas moins de sept gouvernements de la IV^e République [VIL 05] qui vont se relayer pour appliquer un plan d'action étatique afin de contrer l'offensive communiste sur le territoire national¹². Hors du périmètre étatique, est aussi lancé sous la houlette du Président du Conseil, René

⁷ Le Venezuela possède 303 milliards de barils de réserves de pétrole, soit 20 % du pétrole mondial.

⁸ Cf. le documentaire intitulé « Comment l'Amérique a ruiné la Grande-Bretagne : le Plus Grand Pillage du XX^e Siècle », réalisé par la chaîne YouTube Mécaniques financières.

⁹ En 2000, Saddam Hussein avait annoncé que l'Irak vendrait désormais son pétrole en euros et non plus en dollars.

¹⁰ En 2009, Kadhafi a proposé une monnaie africaine adossée à l'or, appelée « dinar or », pour le commerce du pétrole. Il est renversé à la suite de l'intervention militaire combinée de la France et de la Grande Bretagne avec le soutien opérationnel des Etats-Unis.

¹¹ <https://www.portail-ie.fr/univers/influence-lobbying-et-guerre-de-linformation/2022/conversation-kevin-rivaton-pdg-de-cristal-group-sur-le-marche-de-linformation-et-du-renseignement-daffaires-la-france-na-pas-a-rougir-partie-1-2/>

¹² Dès l'automne 1946, le PCF adopte une attitude résolument offensive et le manifeste sur le terrain des luttes sociales. Cette pression s'accroît lors des grandes grèves de novembre et décembre 1947. Pour se faire entendre dans la population, le PCF mobilise toutes les techniques de propagande (tracts, affiches, journaux, brochures, meetings, pétitions, manifestations de rue).

Pleven, une organisation civile, le mouvement « Paix et libertés », qui est destiné à lutter contre la guerre cognitive communiste.

Le mouvement « Paix et Libertés » cherche à contrer la résonance de « l'Appel de Stockholm » lancé au printemps 1950 par le mouvement communiste international et avec le soutien plus qu'actif du Parti Communiste de l'URSS.

Les moyens sont les outils classiques de la propagande (tracts, affiches) mais aussi une émission de radio destinée à contrer l'émission communiste « Ce soir en France » émise depuis Prague. Le style est direct et repose en partie sur l'humour et la dérision. « Paix et Libertés » jouait sur la contradiction du caractère subversif de la propagande du bloc communiste, afin de dénoncer le fait qu'il cachait derrière une propagande pacifiste mensongère une volonté d'instrumentaliser l'aspiration humaine à la paix pour affaiblir le camp d'en face. L'organisation avait son siège à Paris. Elle se composait d'un secrétariat général, d'un service de documentation, d'un service d'études, d'un service de diffusion de la propagande, d'un service de confection d'un périodique ainsi que d'une structure assurant la liaison avec la province et l'étranger. Elle employait des salariés et des bénévoles, chargés de la pose des affiches et de la distribution des tracts. Quinze délégations régionales furent mises en place pour mener des campagnes d'influence locale. Cette expérience civile de guerre cognitive prit fin en 1954. Plusieurs faits convergents expliquent son extinction :

- le PCF a été stoppé dans son offensive ;
- les conséquences de la mort de Staline sur les opérations soviétiques à l'étranger ;
- l'arrivée de Mendès France à Matignon priva le mouvement *Paix et Liberté* de moyens financiers issus des fonds secrets gouvernementaux car son dirigeant, Jean-Paul David, était très hostile à la politique indochinoise menée par le nouveau président du Conseil.

3.4. La guerre cognitive nationale à but national

Mais la guerre cognitive peut aussi se jouer dans un cadre national avec comme objectif principal de rompre un encerclement de type militaire par un contre-encerclement de type cognitif. Afin d'illustrer mon propos, je vais m'appuyer sur un exemple historique tiré de la crise politique majeure que vécut la Chine dans les années 1930.

À la suite de la tentative ratée de la révolution des villes inspirée par Staline, Mao Tsé Toung a développé une autre stratégie que l'on peut qualifier de guerre cognitive. Dans l'esprit de l'état-major maoïste - on ici renvoie à ses écrits - l'objectif numéro un à l'époque était de ne surtout pas mener un combat militaire, voué à l'échec vu l'état des forces communistes qui résultaient de cette catastrophe de la fin des années 1920, et de reconquérir des positions d'influence là où c'était possible, là où le pouvoir central était le plus faible. L'académicien Amin Maalouf décrit ce processus dans son ouvrage « Le labyrinthe et les égarés, l'Occident face à ses adversaires » [MAA 23].

À côté de la confrontation militaire qui se traduit par des pertes très importantes dans les rangs communistes, germait une autre forme de confrontation, de nature essentiellement politique. Il s'agissait pour les cadres communistes de rechercher des points d'appui cognitif dans les villages traversés ou occupés.

En 1936, se produit un événement majeur. L'incident de Xi'an¹³ démontre comment une partie de l'armée de Tchang Kai-chek refuse de combattre les troupes du réduit communiste. Les soldats nationalistes chinois en dissidence considérèrent que le véritable ennemi à combattre était l'envahisseur japonais et non le Parti communiste chinois. Tchang Kai-chek fut même temporairement fait prisonnier par deux généraux de son armée, Zhang Xueliang et Yang Hucheng.

¹³ L'incident de Xi'an, dans Encyclopédie Britannica.

Dans cet épisode essentiel de la guerre civile chinoise qui opposa les nationalistes aux communistes, il est intéressant de distinguer l'aspect strictement militaire des rapports de force de nature cognitive. Les troupes de Mao Tsé Toung étaient très affaiblies et celles de Tchang Kaï-chek avaient la supériorité en hommes et en matériel pour leur infliger une défaite majeure qui pouvait donner la victoire au camp nationaliste. Mais au lieu de vaincre les communistes, les nationalistes dissidents choisirent l'option politique du Front Uni, c'est-à-dire s'allier aux communistes contre l'envahisseur japonais.

Dans une logique de guerre subversive, la dimension cognitive est fondamentale, et si on fait le bilan de l'affrontement entre Mao Tsé Toung et Tchang Kaï-chek entre 1927 et 1949, il est évident que, si on se limite à l'examen des critères militaires classiques, Mao Tsé Toung devait perdre. À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, il n'était pas armé par les États-Unis, et ne recevait pas leur aide financière comme les armées de Tchang Kaï-chek. Dans cette confrontation prolongée, la guerre politique (donc cognitive) a eu un effet décisif par rapport à la guerre militaire. On en mesure encore aujourd'hui l'usage dans la manière dont la Chine use de telles démarches pour tenter d'influencer la perception de ses prises de position au niveau mondial [STR 24].

4. Conclusion. Un travail de fond essentiel à mener

La combinaison des modes d'action sur différents échiquiers donne à la guerre cognitive une dimension stratégique et tactique qui peut être d'une grande utilité dans la manière d'appréhender les rapports de force internationaux. Mais sa pratique implique une capacité d'adaptation ainsi qu'un processus de formation des personnes missionnées dans ce sens. Si le premier critère semble à la portée de l'institution étatique, un effort significatif doit être mené pour cerner les modes d'appropriation d'une culture du combat cognitif.

Deux priorités se dessinent sur le terrain académique :

- En premier lieu, il s'agit de relever le défi de l'enjeu mémoriel. Nous souffrons d'une absence de mémoire à propos des différentes formes de confrontation cognitive sur les terrains géopolitiques, économiques, sociétaux et culturels.
- En second lieu, il est devenu impératif d'étudier les stratégies d'action offensive et défensive découlant des rapports de force cognitifs.

Bibliographie

- [DIC 25] DICK E., « Defining Cognitive Warfare: Maximalist versus Minimalist Approaches », *The Defence Horizon Journal*, 4 décembre 2025.
- [GIR 26] GIRODANO J., « Cognitive Warfare 2026: NATO's Chief Scientist Report as Sentinel Call for Operational Readiness », *Institute for National Strategic Studies National Defense University*, 6 janvier 2026.
- [HAR 02] HARBULOT C., LUCAS D., *La guerre cognitive*, Paris : éditions Lavauzelle, 2002.
- [AVE 20] AVENAS P., « Étymologie : À propos de guerre économique », Dossier : La guerre économique, *la jaune & la rouge*, n°755, mai 2020.
- [MER 11] MERIO G., « Le pacifisme en Allemagne et en France entre les deux guerres mondiales », *Les cahiers Irice Le pacifisme en Allemagne, Du Reich wilhelmien à la fin de la République de Weimar (1890-1933)*, 2, 8, 2011.
- [DUB 21] DUBOIS N., *L'image du tabac dans la société à travers le temps et la publicité*. Thèse pour l'obtention du Diplôme d'État de Docteur en Pharmacie, Sciences pharmaceutiques. Caen : Université de Caen, 2021.
- [HAR 24] HARBULOT C., « La légitimité civile de la guerre cognitive », *Ingénierie Cognitive*, 7, 1, 13-16, 2024.
- [AKR 21] AKROUR A., BADAIRE C., BALAYER C., CAMBOUR N., SION A. ET DE RICQLES R., Pétrole et puissance, in cahiers de la guerre économique numéro 4, Paris : Ecole de Guerre Economique, 2021.
- [ROC 92] ROCHE S., *Willi Münzenberg (1899-1940) un homme contre*, actes du colloque international d'Aix en Provence, 26-29 mars 1992, Marseille : Le temps des cerises, 1992.

- [VIL 05] VILLATOUX P., VILLATOUX M-C., *La République et son armée face au péril subversif, guerre et action psychologique 1945/1960*, Paris : éditions Indes savantes, 2005.
- [MAA 23] MAALOUF A., *Le Labyrinthe des égarés. L'Occident et ses adversaires*, Paris : Grasset, 2023.
- [STR 24] STRUYE DE SWIELANDE T., ORINX K., PEIFFER S., « La guerre cognitive au coeur de la stratégie chinoise de socialisation », *Ingénierie Cognitive*, 7, 2, 66-74.